



N° 30 Décembre - December 2009

Le temps de l'AVENT : une conversion en temps de crise(s)

Les effets de la crise financière se font toujours sentir, la relance économique décolle péniblement, Copenhague – malgré le fait déjà remarquable en soi, que la quasi-totalité des pays du monde se soient montrés préoccupés par l'état de notre terre - n'a pas eu les résultats escomptés et a fortement déçu les pays en développement, ces derniers restant par ailleurs le théâtre de plusieurs guerres désastreuses... De plus en plus de voix s'élèvent pour mettre en cause le libéralisme économique, la société de consommation, l'inégalité criante entre les peuples... et pour réclamer un nouvel ordre économique, voire un complément aux Déclarations des Droits de l'Homme et des Peuples. Et, comme il se doit, ces voix sont souvent d'inspiration chrétienne, évangélique.

Nous, les pays riches, nous aurons le plus de concessions à faire, nous aurons à renoncer à nos privilèges, à freiner nos appétits, à changer notre style de vie... Nous aurons donc à nous remettre en question et à approfondir nos racines spirituelles.

Je voudrais vous faire connaître deux textes, dont la longueur dépasse le cadre de *Lignes de fracture*. Je me contenterai de quelques citations pour vous mettre en appétit¹.

"Enchaînement des crises et moyens d'en sortir" par le professeur François Houtart. 5 pages. Ce texte est aussi disponible en anglais.

" Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement d'un accident de parcours ou d'abus commis par quelques acteurs économiques qu'il faudra sanctionner, nous sommes confrontés à une logique qui parcourt toute l'histoire économique des deux derniers siècles. De crises en régulations, de dérégulations en crises, le déroulement des faits répond toujours à la pression des taux de profit : en hausse on dérégule, en baisse on régule, mais toujours en faveur de l'accumulation du capital, elle-même définie comme le moteur de la croissance."

" Développer spectaculairement 20% de la population mondiale, capable de consommer des biens et des services à haute valeur ajoutée, est plus intéressant pour l'accumulation privée à court et moyen terme, que répondre aux besoins de base de ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat réduit ou nul. En effet, incapables de produire de la valeur ajoutée et n'ayant qu'une faible capacité de consommation, ils ne sont plus qu'une foule inutile, tout au plus susceptible d'être l'objet de politiques assistancielles. Le phénomène s'est accentué avec la prédominance

¹ J'enverrai les deux textes aux lecteurs qui disposent d'Internet; les autres pourront m'en faire la demande et je les leur enverrai par la poste.

du capital financier. Une fois de plus la logique de l'accumulation a prévalu sur les besoins des êtres humains."

" privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui signifie une autre définition de l'économie : non plus la production d'une valeur ajoutée, source d'accumulation privée, mais l'activité qui assure les bases de la vie, matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde. Les conséquences logiques en sont considérables. À partir de ce moment, le marché sert de régulateur entre l'offre et la demande au lieu d'accroître le taux de profit d'une minorité. Le gaspillage des matières premières et de l'énergie, la destruction de la biodiversité et de l'atmosphère, sont combattus, par une prise en compte des "externalités" écologiques et sociales. Les priorités dans la production de biens et de services changent de logique.

" Un appel est lancé pour que les propositions concrètes soient rassemblées en un ensemble cohérent d'alternatives, qui constitueront l'objectif collectif de l'humanité et les applications d'une Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité par l'Assemblée générale des Nations unies."

"Appel à intégrer foi, écologie et l'économie mondiale" par plusieurs Instituts religieux d'Outre-Atlantique engagés dans JPIC.(4 pages)

"Nous envisageons /.../ une juste distribution mondiale des ressources, des connaissances et de la technologie, de telle sorte que le bien-être se développe dans les communautés des nations moins industrialisées qui ont expérimenté le "sous-développement" - et qu'une "décroissance" ou une diminution se produise dans les communautés des nations industrialisées qui utilisent une part disproportionnée des ressources de la Terre."

"Un déplacement essentiel, d'une éthique d'exploitation à une éthique de relations justes, est essentiel pour les individus et pour la société. Ceci impliquera le changement de la focalisation sur les biens matériels au bien-être holistique; de l'excès à la suffisance; de l'exclusion à l'inclusion; de la compétition à la coopération; de la poursuite de privilèges au service du bien commun..."

"Enracinés dans notre foi et parlant à partir de nos valeurs et principes centraux, nous lançons un appel aux personnes de bonne volonté pour qu'elles se joignent à nous dans le réexamen de la fausse panacée d'un modèle de développement dépendant de la surconsommation. Nous cherchons une nouvelle compréhension de la place propre des êtres humains dans le monde créé, et des relations justes à l'intérieur de la communauté humaine et entre les êtres humains et les communautés de la Terre. Nous mettons notre espoir dans la grâce de Dieu et la capacité humaine de faire face à tous ces défis avec innovation, fidélité et créativité et pour assurer le bien commun de sorte que toutes les choses vivantes puissent se développer."

En guise de conclusion : les changements demandés à nous, les riches – si vous n'aimez pas le mot 'conversion' – doivent commencer dans notre tête et dans nos pratiques quotidiennes. Nos grands à Copenhague ne l'ont toujours pas compris. Rien d'étonnant donc que les pays pauvres y aient dédaigné les millions proposés par les pays européens comme des palliatifs.

Jef Vleugels

MIGRANTS

JOURNÉE MONDIALE DU MIGRANT ET DU RÉFUGIÉ : 17 janvier 2010

Dit jaar vraagt de bisschoppelijke commissie Pro Migrantibus een speciale aandacht voor de **minderjarige** migranten en vluchtelingen. Denken wij daaraan die dag, de tweede zondag van de liturgische tijd 'door het jaar'.

Messes télévisées : VRT vanuit de St. Xaveriusparochie te Borgerhout.
RTBF depuis l'église paroissiale de Chênée (Liège), où l'eucharistie sera présidée par Mgr. Josten.

Voor deze gelegenheid schreef Mgr. Luc Van Looy, bisschop van Gent, een brief, waarin hij onder anderen zegt: "Bij deze gelegenheid van de werelddag voor de migranten en vluchtelingen kunnen we dankbaar zijn voor twee belangrijke dingen. Het eerste is de dankbaarheid om de migranten zelf die onze samenleving komen verrijken. Door hun aanwezigheid krijgen we de kans onze blik te verruimen en te begrijpen dat onze leefcondities niet de enige zijn. Voor christenen bieden ze ons een kans aan om concreet dienstbaarheid te oefenen. Zoals we dit kennen uit de evangeliëverhalen en van zoveel "heilige" mensen die het ons voorgedaan hebben.

De tweede reden tot dankbaarheid is het getuigenis van vele vrijwilligers, christenen en anders gelovigen, die zich inzetten om de migranten op te vangen, in te leiden in onze cultuur, taal te leren, kansen te bieden en de levensnoodzakelijke hulp te verlenen. Christelijke naastenliefde werkt aanstekelijk en doet deugd eerst en vooral aan de dienstverlener zelf. "Er is immers meer vreugde in het geven dan in het ontvangen".

'Kerk moet herinneren aan menselijke dimensie migratie'

LOURDES (RKnieuws.net) - De Europese bisschoppen moeten voortdurend herinneren aan de menselijke dimensie van de migratie. Dit verklaarde Jacques Barrot, vice-voorzitter van de Europese Commissie, verantwoordelijk voor Justitie, Vrijheid en Veiligheid, zaterdag 31 oktober in een toespraak tot de plenaire vergadering van de Franse bisschoppen in Lourdes.

De Europese bisschoppen moeten er bij hun regeringen op aandringen dat de migranten en de asielaanvragers mensen zijn, aldus Barrot. De bisschoppen moeten ook een positieve kijk op de migranten promoten, zei hij. Volgens Barrot kan de migratie bron van rijkdom zijn als ze positief bekeken wordt.

Barrot zei ook dat de asielpolitiek in Europa zeer uiteenlopend is. Hij sprak zich uit voor duidelijke asielprocedures. **Op middellange termijn kan Europa gered worden door de migranten**, aldus Barrot, die erop wees dat het migratievraagstuk niet op nationaal vlak kan opgelost worden.



CROIX, FOULARDS ET AUTRES SIGNES RELIGIEUX, CULTURELS OU POLITIQUES

Le *Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme* a publié un outil pratique afin de "ramener le débat à sa juste mesure. La Belgique n'est pas en situation de guerre civile. Il n'y a pas deux camps qui s'affrontent."

Poser la question en des termes simplistes - "pour ou contre" - est justement le piège à éviter. A travers cet outil, le Centre entend donc rappeler **deux éléments essentiels**:

1) Dans la pratique, la question du port de signes convictionnels se pose essentiellement dans **trois secteurs: l'emploi, l'enseignement et les services publics**. Malgré ce que la déferlante médiatique porte à croire, le débat peut donc être clairement délimité, sans nécessairement déborder dans les autres sphères de la vie quotidienne

2) La question du port de signes convictionnels est subordonnée à une autre, plus centrale: celle de la **liberté individuelle**. Selon le Centre, le principe de liberté d'exprimer et de manifester pacifiquement ses convictions doit être le **point de départ de la réflexion**. Bien sûr, aucune liberté, même fondamentale, n'est absolue. Mais les éventuelles limitations doivent être circonscrites, justifiées et proportionnées. En d'autres termes, interdire doit être l'exception et non la règle générale.

A partir de là, la question n'est plus 'pour ou contre', mais bien quelles sont les limites acceptables au principe de liberté individuelle ? Et aussi comment concilier ce principe avec les autres principes fondamentaux de notre société, dont ceux de la neutralité de l'Etat et de l'égalité des citoyens ?

Ces principes de base peuvent déjà aider nos réflexions personnelles. Pour ceux qui veulent en savoir plus:

Ce site propose deux sections principales:

1) La première, **Recommandations et Principes généraux**, expose les orientations et recommandations générales du Centre en la matière.

2) La seconde, l'« **outil Signes** » en lui-même, donne un aperçu général des normes actuellement en vigueur dans l'emploi, le secteur public et l'enseignement. Il est complété par une série de recommandations propres à chaque secteur examiné.

Enfin, pour faciliter la lisibilité de l'outil, le corps du texte renverra le lecteur tantôt vers les **normes juridiques** (national ou international), tantôt vers des **fiches thématiques (définitions et concepts)** précisant des notions plus complexes.

*Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme
Rue royale 138 – 1000 Bruxelles Tél. 02 212 30 00 e-mail: epost@cntr.be
www.diversité.be
Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding
www.diversiteit.be*

HONGER IN DE WERELD – LA FAIM DANS LE MONDE

“Honger is het meest wrede en concrete teken van de armoede. Wij kunnen overvloed en verkwisting niet langer accepteren, want de honger in de wereld neemt steeds grotere vormen aan”. Dit zei paus **Benedictus XVI** in zijn toespraak tot de deelnemers aan de Wereldvoedseltop, die begin november door de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties (FAO) in Rome werd georganiseerd.

1 miljard mensen lijden honger

Meer dan zestig staatshoofden en regeringsleiders uit de hele wereld bogen zich verschillende dagen over het lot van meer dan 1 miljard mensen, die honger lijden. De FAO wil dat voor 2015 dit aantal met de helft is teruggedrongen. Daar is ieder jaar een bedrag van 56 miljard euro voor nodig, een stijging van 50 procent.

Voedsel is fundamenteel recht

Paus **Benedictus XVI** sprak in zijn rede tot de FAO :“We mogen niet vergeten **dat gezond en voldoende voedsel en water tot de meest fundamentele rechten van de mens behoren**. Als wij de honger willen uitroeien dan is internationale actie nodig om een gebalanceerde en gestage economische groei en politieke stabiliteit te bereiken. Een verandering van levensstijl en consumptiepatroon van het individu en de samenleving is hiervoor noodzakelijk.”

Le Secrétaire-général des Nations Unies

Ban Ki-moon a affirmé, le premier jour de la Conférence, que "*l'alimentation était un droit de base*" et a reconnu la nécessité "*d'effectuer des changements significatifs pour pouvoir nous nourrir tous*". "*Chaque année, 6 millions d'enfants meurent de faim, soit un toutes les cinq secondes.*" a-t-il poursuivi.

Maigres résultats

La Libre Belgique (17-11-2009) commente: "Suite aux maigres résultats qu'ont obtenus les déclarations précédentes sur la sécurité alimentaire, on peut s'interroger sur ceux de ce sommet. Outre le fait qu'il ne s'est tenu qu'en présence d'une soixantaine de chefs d'Etat venus principalement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine et qu'il a été négligé par les pays du G8, les engagements pris par les pays présents sont non-contraignants. Certaines ONG comme l'Alliance internationale de développement catholique (CIDSE) et Caritas international se sont déjà déclarées déçues par la déclaration finale, estimant "*qu'elle n'avait rien apporté de concret, uniquement de vagues objectifs sujets à des interprétations diverses.*"

Commentaire de la rédaction de **Lignes de Fracture** : *Les pays riches s'en lavent les mains, une fois de plus... Nos politiciens sont-ils aveugles ou bornés? Bien sûr que non! Manquent-ils de vision? Pas nécessairement. Ils manquent du courage et ils ont peur: peur de leur avenir politique, peur de prendre des décisions qui déplaisent à leurs électeurs... et leurs électeurs, c'est nous. Une fois de plus, c'est à nous, citoyens responsables, de prendre conscience des problèmes, de changer notre mentalité et notre style de vie... Alors, et alors seulement, nos politiciens suivront.*

TRAFICS D'ARMES – WAPENHANDEL

Parijs en London samen met Vaticaan tegen wapenhandel

De leider van de Franse diplomatie, Bernard Kouchner, en zijn Britse ambtsgenoot David Miliband willen nauw samenwerken met het Vaticaan om de wereldhandel van wapens te beperken. Dat meldde de Osservatore Romano dinsdag 10 november 2009.

De politici willen samen met de H. Stoel tot een verdrag op de wapenhandel komen. Dat moet de ongecontroleerde verspreiding van wapens tegengaan, aldus de ministers. Dit verdrag moet in 2012 tijdens een VN- conferentie uitgewerkt worden, stellen Kouchner en Miliband.

De ministers wijzen erop dat de nationale en regionale wetgevingen op de wapenhandel lacunes en helemaal geen cohesie vertonen, wat tot de ontwikkeling van de illegale wapenhandel heeft geleid. Volgens Kouchner en Miliband heeft de internationale gemeenschap de morele verplichting dit probleem wereldwijd aan te pakken. **Zij stellen dat de godsdiensten daarin een belangrijke rol kunnen spelen.** 'Wij hopen nauw te kunnen samenwerken met de H. Stoel met het oog op de totstandkoming van dit nieuwe verdrag', aldus de ministers. (Kerknet)

La présidence belge de l'Union européenne face à la lutte contre les trafics d'armes

La Belgique assurera la présidence de l'Union Européenne lors du deuxième semestre 2010. Parmi les matières à gérer figurera la lutte contre le commerce illicite des armements en général et contre la prolifération excessive des armes légères en particulier.

Cette lutte, difficile et complexe, est essentielle dans une double optique. D'une part, il existe un consensus croissant pour reconnaître qu'il y a beaucoup trop d'armements dans le monde. Il devient de plus en plus évident que dans le cadre de la sécurité internationale, l'usage de la force entraîne souvent davantage de problèmes qu'il n'en résout. D'autre part, il y a **un lien reconnu entre développement et sécurité**. La plupart des Etats impliqués dans les conflits, facilités par la grande disponibilité d'armes légères, sont les pays en développement, où la sécurité humaine n'est pas assurée. Ce sont les populations civiles qui en sont les premières victimes. Et les conséquences économiques et sociales sont désastreuses.

La réglementation des transferts d'armes et en particulier des armes légères est dès lors souhaitable à la fois dans la perspective d'une politique de prévention et de règlement pacifique des conflits, et dans celle de l'amélioration du développement.

Objectifs concrets :

- L'Europe dispose déjà d'une "Position commune" réglant le commerce légal d'armes, mais l'interprétation de son contenu doit être davantage précisée et les procédures affinées. Les Nations Unies ont emboîté le pas et préparent activement un Traité sur le commerce des Armes (TCA).
- Un deuxième objectif global est la lutte contre la circulation excessive des armes légères. Dans ce cadre il faut relancer la mise en place concrète de la **traçabilité des armes légères**. Les Etats doivent adopter des réglementations pour marquer les armes, enregistrer les données concernant leurs transferts et participer à une coopération internationale afin de pouvoir "tracer" les armes.

- Transferts illégaux et prolifération se situant surtout dans les pays du sud, tandis que les pays producteurs se situent principalement dans le nord, il est impératif d'intensifier la collaboration entre ces deux pôles.

La Belgique a une certaine légitimité dans ces processus qui pourra lui donner des atouts lors des discussions au sein de l'UE et dans les réunions internationales. Rappelons qu'elle était le premier pays à avoir adopté en 1995 une loi interdisant les mines antipersonnel, avant même la Convention d'Ottawa (1997). La Belgique a joué un rôle identique sur l'interdiction des armes à sous-munitions en votant une loi en 2006, donc deux ans avant la Convention d'Oslo (décembre 2008).

Source : Les Nouvelles du GRIP (3/09)



FLASHES - KORTBERICHTEN

Vaticaan wil vetorecht in VN- Veiligheidsraad afschaffen

In de Veiligheidsraad kunnen de Verenigde Staten van Amerika, Rusland, Engeland, Frankrijk en China bepaalde besluiten met een veto tegenhouden. “Meerdere malen heeft dit vetorecht de oplossing van beslissende zaken over vrede en veiligheid vertraagd of zelfs verhinderd”. Dit heeft de waarnemer van de H. Stoel bij de Verenigde Naties, Mgr. Celestino Migliore volgens Radio Vaticana vrijdag 13 november in New York gezegd. Aartsbisschop Migliore is van mening dat het vetorecht van deze landen helemaal afgeschaft zou moeten worden. “De praktijk van het vetorecht beschadigt de rechten van de mens”, aldus de waarnemer van het Vaticaan bij de VN.

België verliest pluimen in corruptieranglijst

België zakt van de 18de naar de 21ste plaats in de corruptiebarometer van Transparency International. (CPI = Corruption Perception Index)

Volgens Transparency International Belgium is dat te wijten aan het gebrek aan regels en preventieve instrumenten voor het signaleren van onregelmatigheden. Zo heeft een ambtenaar de wettelijke verplichting om de procureur des Konings op de hoogte te brengen van elk misdrijf vastgesteld tijdens de uitoefening van zijn ambt, maar wordt hij niet gesteund in die plicht.

Onderaan het klassement staan instabiele landen waar de instellingen diep getekend zijn door aanhoudende conflicten: Somalië, Afghanistan, Myanmar, Soedan en Irak. Bovenaan staan Nieuw-Zeeland en Denemarken, op de voet gevolgd door Singapore, Zweden en Zwitserland.

Wereldraad van Kerken tegen nieuwe woningbouw in Oost- Jeruzalem

De Wereldraad van Kerken heeft zijn leden opgeroepen te protesteren tegen de beslissing van Israël om nog eens 900 woningen te bouwen in het door Israël bezette Oost- Jeruzalem.

De secretaris-generaal van de Verenigde Naties (VN) Ban Ki-moon heeft ook zware kritiek geuit op het Israëliësch project. Ook het Witte Huis is niet te spreken over de plannen van Israël. Een woordvoerder van de VN noemde de bouw "illegaal" en verklaarde verder dat de plannen de vredesonderhandelingen ondermijnen.

Le Rwanda intègre le Commonwealth

Le 29 Novembre 2009, le Commonwealth, qui réunit essentiellement les anciens Etats de l'Empire colonial britannique, a admis en son sein le Rwanda, comme 54e membre de cette organisation. C'était au cours de son sommet biennuel, qui s'est tenu à Trinidad et Tobago, du 27 au 29. Selon un communiqué de l'organisation, les dirigeants du Commonwealth ont donné leur accord à l'entrée du Rwanda au sein du groupe « *après avoir vérifié que ce pays avait rempli tous les critères requis* ». L'admission du Rwanda a été surtout rendue possible par les engagements des autorités à promouvoir le commerce, l'organisation d'élections libres et transparentes, l'Etat de droit et l'indépendance de la justice, la bonne gouvernance, avec une administration publique bien formée, la transparence et la sécurité. En effet, le Commonwealth met l'accent sur la promotion du commerce, de l'éducation et de la bonne gouvernance parmi les pays membres. Outre ses alliés régionaux, le Rwanda avait le soutien ferme des gouvernements britannique, australien et canadien. A la fin d'une visite effectuée au Rwanda au début du mois de Novembre, le représentant spécial du Premier Ministre Britannique sur la construction de la paix avait déclaré que "*le Rwanda constitue un exemple éloquent pour d'autres pays qui sortent des périodes conflictuelles pour l'établissement d'une économie stable*". Le Rwanda devient ainsi le second pays après le Mozambique, à se faire accepter par le Commonwealth, même s'il n'a aucun lien avec la colonisation britannique.

Etats-Unis : innocenté après 35 ans de prison

Un Américain de 54 ans, condamné en 1974 à la réclusion à perpétuité pour l'enlèvement et le viol d'un enfant de 9 ans, a été libéré, après avoir été innocenté grâce à un test ADN. James Bain a quitté la prison de Bartow en Floride, après 35 ans de captivité. "*Rien ne peut remplacer les années que Jamie a perdues*", a déclaré Seth Miller de Projet Innocence, une association d'avocats qui a permis à 245 condamnés d'être mis hors de cause aux Etats-Unis.

ANNEXE 1

Un appel à intégrer foi, écologie et l'économie mondiale

En tant que personnes pleines d'espérance, nous nous tenons dans un respect plein d'admiration pour la bonté de la Terre et sa capacité de fournir une vie abondante à toute la création de Dieu. Nous reconnaissons nos relations réciproques avec la Terre – avec l'air, l'eau, la terre, les plantes et les autres créatures. Nous reconnaissons la dignité de la personne humaine en tant qu'individu et en tant que membre d'une communauté. Nous acceptons notre pouvoir et notre responsabilité de créer une économie humaine qui corresponde aux limites écologiques de la Terre, qui serve les besoins humains d'une manière plus authentique et qui construise la communauté.

Nous envisageons:

- Un nouveau modèle économique qui incarne les valeurs sociales et écologiques liées par les limites biophysiques de la Terre.
- Une économie de suffisance où toutes les personnes, quels que soient leur genre, leur race ou d'autres caractéristiques, partagent équitablement l'accès aux dons de la Terre qui les nourrissent et les soutiennent: alimentation nourrissante, eau pure, abri durable; où le "développement" est mesuré par le succès d'une société à augmenter le bien-être humain tout en préservant l'équilibre écologique, plutôt que par le produit national brut.
- Une juste distribution mondiale des ressources, des connaissances et de la technologie, de telle sorte que le bien-être se développe dans les communautés des nations moins industrialisées qui ont expérimenté le "sous-développement" - et qu'une "décroissance" ou une diminution se produise dans les communautés des nations industrialisées qui utilisent une part disproportionnée des ressources de la Terre.
- Un monde où tous aient une vie sûre, pleine de sens et écologiquement responsable, et où l'activité humaine, basée sur la coopération, promeuve la régénération écologique, la préservation de la beauté et la réparation des dégâts précédents.
- Une économie réelle "en circuit fermé" où le recyclage et le réemploi soient à leur maximum.
- Des personnes ayant assez de ressources, d'occasions, de liberté et de temps pour s'occuper les unes des autres, s'engager dans la vie civique, étendre leur créativité et approfondir leur spiritualité.
- Des communautés vivant en paix, avec assez de ressources publiques et de connaissances librement partagées pour assurer la santé et l'intégrité pour la Terre et tous ses habitants.
- Une gouvernance permettant la participation dans la transparence, grâce à laquelle les décisions de politique soient prises aussi localement que possible, en harmonie avec le fait que chaque localité fait partie d'une société globale.

Cependant nous sommes témoins:

- Du pouvoir destructeur d'un modèle économique basé sur la croissance, qui ignore les limites de la Terre et son besoin de se reposer et se régénérer.
- De l'appréciation de l'argent et des biens matériels au-dessus des humains et des écosystèmes.
- De la violence inhérente à une économie qui croît avec la richesse de quelques personnes et sociétés tandis que le monde naturel et le bien-être humain – les signes les plus clairs de la générosité de Dieu – souffrent et se détériorent.
- De l'usage des institutions financières internationales, du lobbying (plaidoyer) et du marketing par des compagnies, des groupes de réflexion, des principaux media et de la force militaire pour assurer la richesse et la puissance d'une petite partie de la société tandis qu'un

grand nombre d'autres, particulièrement les femmes et les peuples de couleur, sont souvent exclus.

- Du libre échange et de la mondialisation économique qui augmentent l'épuisement écologique et qui laissent des masses de personnes vulnérables dans une pauvreté plus profonde, avec un accès insuffisant à la nourriture, à l'eau, à l'éducation et aux soins de santé.
- De la perte des personnes, cultures, espèces et connaissances traditionnelles, mises de côté par la force, alors que nos vies sont dominées par une vision du monde qui cherche la croissance économique sans se soucier des conséquences.
- D'une surconsommation abrutissante et de la quête incessante de "davantage", qui paralyse beaucoup trop de personnes dans les sociétés les plus riches.

Nous sommes aussi témoins de l'augmentation nette de la consommation de matériel et d'énergie dans l'économie, à cause de la demande croissante des consommateurs et de la croissance économique qui contribuent au changement climatique, à l'extinction des espèces, à la perte de la biodiversité, à l'épuisement de l'eau pure et d'autres ressources, à des zones mortes dans les océans, à la dégradation des sols, à la déforestation, au déclin des récifs de corail et à la décimation des stocks de poisson dans les océans.

Nous sommes fermes dans notre engagement à un nouveau mode de vie et à une économie différente, basée sur l'intégrité et la dignité de toute la création, sur le bien commun, la santé et la résilience écologiques, sur la suffisance, l'égalité, la solidarité, le souci des plus vulnérables et des personnes appauvries, et la prise de décision au niveau le plus local possible. Ceci exigera d'innombrables changements reliés les uns aux autres; parmi eux, les quatre changements suivants serviront à guider notre travail:

1) Changement de paradigme dans la mentalité et les valeurs: Un déplacement essentiel, d'une éthique d'exploitation à une éthique de relations justes, est essentiel pour les individus et pour la société. Ceci impliquera le changement de la focalisation sur les biens matériels au bien-être holistique; de l'excès à la suffisance; de l'exclusion à l'inclusion; de la compétition à la coopération; de la poursuite de privilèges au service du bien commun; de la prééminence de l'humanité au respect pour toute vie.

A cette fin nous serons guidés par la sagesse de nos écritures sacrées et de nos traditions religieuses, spécialement les traditions du sabbat du Lévitique et du Deutéronome et la table inclusive de Jésus, qui

- fournit assez à chacun, sans que personne n'emmagasine plus que le nécessaire;
- prend soin de la veuve, de l'orphelin, de l'étranger et du voyageur;
- honore un sabbat hebdomadaire, offrant le repos et la réserve humaine vis-à-vis des affaires et des activités économiques frénétiques;
- permet à la terre de se reposer tous les sept ans;
- décrète un Jubilé tous les 50 ans, où les esclaves sont libérés, les dettes sont annulées et les familles se voient restituer leur terre; et
- prend pour modèle la fraction du pain, en créant des communautés fortes bâties sur le secours mutuel.

2) Politiques publiques pour une économie de relations justes:

A partir de la reconnaissance profonde du fait que l'économie doit s'ajuster aux limites de la Terre – pour que les ressources ne soient pas utilisées plus vite qu'elles ne peuvent être régénérées, et pour que les déchets ne soient pas déposés plus vite qu'ils ne peuvent être assimilés sans risque. Les politiques doivent changer pour aller vers une économie modérée dans les pays industriels surdéveloppés et vers le développement durable dans les pays appauvris. Les institutions et les

règles actuelles doivent changer, afin que les individus, les communautés et les sociétés entières puissent partager équitablement l'économie et leur part de la générosité de la Terre. Les institutions financières doivent embrasser le principe de subsidiarité, en permettant que les décisions soient prises au niveau le plus local possible. La priorité doit être donnée aux politiques qui distribuent largement la richesse et qui décentralisent le pouvoir économique.

A cette fin nous chercherons à comprendre plus pleinement quelles transformations sont requises pour arriver à une juste relation économique. Nous allons promouvoir une sérieuse réorientation de l'économie mondiale, tournant le dos à la croissance pour s'orienter vers le développement humain. Nous poursuivrons des changements dans les lois, les politiques, les accords internationaux et les institutions pour créer une économie plus durable, résiliente et juste. Nous examinerons nos styles de vie et nous diminuerons la consommation. Nous plaiderons pour des niveaux durables d'usage des ressources et pour des quantités sûres de production de déchets, y compris des réductions équitablement attribuées de gaz à effet de serre

3) Une économie de communautés florissantes et résilientes: En vivant le nouveau paradigme et en renforçant son emprise sur la société, nous glisserons d'une perception de nous-mêmes comme individus indépendants vers une perception de nous-mêmes comme membres *interdépendants* de communautés florissantes. Tous peuvent apporter une contribution lorsque nous donnons et recevons dons et talents entre voisins grâce à des systèmes de troc, des coopératives et des entreprises dont les travailleurs sont propriétaires. L'investissement et le développement économique basés sur la communauté aideront les personnes individuelles à approfondir leur connexion avec l'endroit où elles vivent, et ils maintiendront la circulation des ressources au niveau local. Ceci construira des avoirs communs et renforcera les liens sociaux. Nous embrasserons la subsidiarité – les décisions seront prises au niveau local par les personnes même dont les vies en seront les plus affectées.

A cette fin nous apprendrons davantage des exemples durables au niveau de la communauté, bien connus par les peuplades indigènes et qui fonctionnent déjà dans nos communautés locales aux Etats-Unis et à travers le monde, nous répandrons ces idées, nous y participerons nous-mêmes et nous exprimerons notre solidarité en soutenant leurs efforts.

4) Retour des entreprises à leur propre place dans la société: Afin d'arriver aux changements décrits ci-dessus, il est clair que nous devons diminuer l'influence exercée par les entreprises dans le gouvernement et dans la société en général. Les forces régnautes dans notre monde doivent servir les intérêts du bien commun, plutôt que les intérêts privés d'une poignée de riches. Les entreprises doivent rendre compte, non seulement aux actionnaires, mais aussi à leurs travailleurs, à des corps régulateurs, aux communautés où elles sont immergées, et au monde naturel.

A cette fin nous étudierons l'histoire et le dessein de l'entreprise pour mieux comprendre son rôle propre dans un monde juste. Nous déclarerons que les entreprises sont séparées des Etats et nous travaillerons à des initiatives pour diminuer leur influence sur le gouvernement, les media et nos vies. Nous travaillerons à arrêter des pratiques financières téméraires qui exploitent les ressources naturelles et les gens. Nous aiderons à cultiver des institutions financières qui respectent les limites de la Terre et qui assurent une participation économique avec la dignité pour tout le monde.

Notre appel à d'autres: Enracinés dans notre foi et parlant à partir de nos valeurs et principes centraux, nous lançons un appel aux personnes de bonne volonté pour qu'elles se joignent à nous dans le réexamen de la fausse panacée d'un modèle de développement dépendant de la surconsommation. Nous cherchons une nouvelle compréhension de la place propre des êtres

humains dans le monde créé, et des relations justes à l'intérieur de la communauté humaine et entre les êtres humains et les communautés de la Terre. Nous mettons notre espoir dans la grâce de Dieu et la capacité humaine de faire face à tous ces défis avec innovation, fidélité et créativité et pour assurer le bien commun de sorte que toutes les choses vivantes puissent se développer.

12 novembre 2009

Signataires:

Sr.Maura Browne, SND, coordinatrice de Justice et Paix, et

Bartimaeus Cooperative Ministries, Oak View, CA

Center for the Advancement of the Steady State Economy

Holy Cross International Justice Office

Leadership Conference of Women Religious

Maryknoll Office for Global Concerns

Spirituality and Ecological Hope

Sisters of Notre Dame de Namur Justice and Peace Network

Annexe 2

Enchaînement des crises et moyens d'en sortir

Par Francois Houtart

L'effet de loupe médiatique sur les crises financière et climatique occulte d'autres crises en cours (alimentaire, sociale, énergétique), qui s'enchevêtrent. Cet empilement concourt à une crise générale de sens, de civilisation.

Quand 850 millions d'êtres humains vivent sous la barre de la pauvreté et que leur nombre augmente, quand chaque vingt quatre heures, des dizaines de milliers de gens meurent de faim, quand disparaissent jour après jour des ethnies, des modes de vie, des cultures, mettant en péril le patrimoine de l'humanité, quand le climat se détériore et que l'on se demande s'il vaut encore la peine de vivre à la Nouvelle Orléans, au Sahel, dans les Iles du Pacifique, en Asie centrale ou en bordure des océans, on ne peut se contenter seulement de parler de crise financière. Déjà les conséquences sociales de cette dernière sont ressenties bien au delà des frontières de sa propre

origine : chômage, cherté de la vie, exclusion des plus pauvres, vulnérabilité des classes moyennes et allongement dans le temps de la liste des victimes.

Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement d'un accident de parcours ou d'abus commis par quelques acteurs économiques qu'il faudra sanctionner, nous sommes confrontés à une logique qui parcourt toute l'histoire économique des deux derniers siècles. De crises en régulations, de dérégulations en crises, le déroulement des faits répond toujours à la pression des taux de profit : en hausse on dérégule, en baisse on régule, mais toujours en faveur de l'accumulation du capital, elle-même définie comme le moteur de la croissance. Ce que l'on vit aujourd'hui n'est donc pas nouveau. Ce n'est pas la première crise du système financier et certains disent que ce ne sera pas la dernière.

Cependant, la bulle financière créée au cours des dernières décennies, grâce, entre autres, au développement des nouvelles technologies de l'information et des communications, a surdimensionné toutes les données du problème. L'économie est devenue de plus en plus virtuelle et les différences de revenus ont explosé. *Pour accélérer les taux de profits, une architecture complexe de produits dérivés fut mise en place et la spéculation s'est installée comme un mode opératoire du système économique. Cependant, ce qui est nouveau, c'est la convergence de logique entre les dérèglements que connaît aujourd'hui la situation mondiale.*

La crise alimentaire en est un exemple. L'augmentation des prix ne fut pas d'abord le fruit d'une moindre production, mais bien le résultat combiné de la diminution des stocks, de manœuvres spéculatives et de l'extension de la production d'agrocarburants. La vie des personnes humaines a donc été soumise à la prise de bénéfices. Les chiffres de la bourse de Chicago en sont l'illustration.

Gaspillage énergétique

La crise énergétique, quant à elle, va bien au-delà de l'explosion conjoncturelle des prix du pétrole. Elle marque la fin du cycle de l'énergie fossile à bon marché (pétrole et gaz) dont le maintien à un prix inférieur provoqua une utilisation inconsidérée de l'énergie, favorable à un mode de croissance accéléré, qui permit une rapide accumulation du capital à court et moyen terme. La surexploitation des ressources naturelles et la libéralisation des échanges, surtout depuis les années 1970, multiplia le transport des marchandises et encouragea les moyens de déplacement individuels, sans considération des conséquences climatiques et sociales. L'utilisation de dérivés du pétrole comme fertilisants et pesticides se généralisa dans une agriculture productiviste. *Le mode de vie des classes sociales supérieures et moyennes se construisit sur le gaspillage énergétique.* Dans ce domaine aussi, la valeur d'échange prit le pas sur la valeur d'usage.

Aujourd'hui, cette crise risquant de nuire gravement à l'accumulation du capital, on découvre l'urgence de trouver des solutions. Elles doivent cependant, dans une telle perspective, respecter *la logique de base : maintenir le niveau des taux de profit, sans prendre en compte les externalités, c'est-à-dire ce qui n'entre pas dans le calcul comptable du capital et dont le coût doit être supporté par les collectivités ou les individus.* C'est le cas des agrocarburants et de leurs conséquences écologiques (destruction par la monoculture, de la biodiversité, des sols et des eaux souterraines) et sociales (expulsion de millions de petits paysans qui vont peupler les bidonvilles et aggraver la pression migratoire).

Crise de civilisation

La crise climatique, dont l'opinion publique mondiale n'a pas encore pris conscience de toute la gravité, est, selon les experts du Giec² [1], le résultat de l'activité humaine. Nicolas Stern, ancien collaborateur de la Banque mondiale, n'hésite pas à dire que « les changements climatiques sont le plus grand échec de l'histoire de l'économie de marché ». *En effet, ici comme précédemment, la logique du capital ne connaît pas les « externalités », sauf quand elles commencent à réduire les taux de profit.*

L'ère néolibérale qui fit croître ces derniers, coïncide également avec une accélération des émissions de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique. L'accroissement de l'utilisation des matières premières et celui des transports, tout comme la dérégulation des mesures de protection de la nature, augmentèrent les dévastations climatiques et diminuèrent les capacités de régénération de la nature. Si rien n'est fait dans un proche avenir, de 20 à 30% de toutes les espèces vivantes pourraient disparaître d'ici un quart de siècle. Le niveau et l'acidité des mers augmentera dangereusement et l'on pourrait compter entre 150 et 200 millions de réfugiés climatiques dès la moitié du XXIe siècle.

C'est dans ce contexte que se situe la crise sociale. Développer spectaculairement 20% de la population mondiale, capable de consommer des biens et des services à haute valeur ajoutée, est plus intéressant pour l'accumulation privée à court et moyen terme, que répondre aux besoins de base de ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat réduit ou nul. *En effet, incapables de produire de la valeur ajoutée et n'ayant qu'une faible capacité de consommation, ils ne sont plus qu'une foule inutile, tout au plus susceptible d'être l'objet de politiques assistancielles. Le phénomène s'est accentué avec la prédominance du capital financier.* Une fois de plus la logique de l'accumulation a prévalu sur les besoins des êtres humains.

Tout cet ensemble de dysfonctionnements débouche sur une véritable crise de civilisation caractérisée par le risque d'un épuisement de la planète et d'une extinction du vivant, ce qui signifie une véritable crise de sens.

Alors, des régulations ? Oui, si elles constituent les étapes d'une *transformation radicale* et permettent une sortie de crise qui ne soit pas la guerre, non, si elles ne font que prolonger une logique destructrice de la vie. Une humanité qui renonce à la raison et délaisse l'éthique, perd le droit à l'existence.

Certes, le langage apocalyptique n'est pas porteur d'action. Par contre, un constat de la réalité peut conduire à réagir. La recherche et la mise en œuvre d'alternatives sont possibles, mais pas sans conditions. Elles supposent d'abord une vision à long terme, l'utopie nécessaire ; ensuite des mesures concrètes échelonnées dans le temps et enfin des acteurs sociaux porteurs des projets, au sein d'un combat dont la dureté sera proportionnelle au refus du changement.

² Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat Article paru dans *POLITIQUE* hors-série n°12 - septembre 2009 - *Crises et sortie de crises*

Quatre axes salutaires

Face à la crise financière qui affecte l'ensemble de l'économie mondiale et se combine avec une crise alimentaire, énergétique et climatique, pour déboucher sur un désastre social et humanitaire, diverses réactions se profilent à l'horizon. Certains proposent de punir et de changer les acteurs (les voleurs de poules, comme dit Michel Camdessus, l'ancien directeur du FMI) pour continuer comme avant. D'autres soulignent la nécessité de réguler le système, mais sans changer les paramètres, comme le financier George Soros. Enfin, il y a ceux qui estiment que c'est la logique du système économique contemporain qui est en jeu et qu'il s'agit de trouver des alternatives.

L'urgence de solutions est le défi majeur. Il ne reste plus beaucoup de temps pour agir efficacement sur les changements climatiques. Au cours des deux dernières années, selon la l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *100 millions de personnes ont basculé sous la ligne de pauvreté*, le besoin impératif de changer de cycle énergétique est à nos portes. Une multitude de solutions alternatives existent, dans tous les domaines, mais elles exigent une cohérence pour garantir leur efficacité ; non pas un nouveau dogme, mais une articulation.

La vision de long terme peut s'articuler autour de quelques axes majeurs.

En premier lieu, un usage renouvelable et rationnel des ressources naturelles, ce qui suppose une autre philosophie du rapport à la nature : non plus l'exploitation sans limite d'une matière, en l'occurrence objet de profit, mais le respect de ce qui forme la source de la vie. Les sociétés du socialisme dit réel, n'avaient guère innové dans ce domaine.

Ensuite, privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui signifie une autre définition de l'économie : non plus la production d'une valeur ajoutée, source d'accumulation privée, mais *l'activité qui assure les bases de la vie, matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde*. Les conséquences logiques en sont considérables. À partir de ce moment, le marché sert de régulateur entre l'offre et la demande au lieu d'accroître le taux de profit d'une minorité. Le gaspillage des matières premières et de l'énergie, la destruction de la biodiversité et de l'atmosphère, sont combattus, par une prise en compte des « externalités » écologiques et sociales. Les priorités dans la production de biens et de services changent de logique.

Un troisième axe est constitué par une généralisation de la démocratie, pas seulement appliquée au secteur politique, par une démocratie participative, mais aussi au sein du système économique, dans toutes les institutions et entre les hommes et les femmes. Une conception participative de l'État en découle nécessairement, de même qu'une revendication des droits humains dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives. La subjectivité retrouve une place.

Enfin, le principe de la multiculturalité vient compléter les trois autres. Il s'agit de permettre à tous les savoirs, même traditionnels, de participer à la construction des alternatives, à toutes les philosophies et les cultures, en brisant le monopole de l'occidentalisation, à toutes les forces morales et spirituelles capables de promouvoir l'éthique nécessaire. Parmi les religions, la sagesse de l'hindouisme dans le rapport à la nature, la compassion du bouddhisme dans les relations humaines, la soif de justice dans le courant prophétique de l'islam, la quête permanente de l'utopie dans le judaïsme, les forces émancipatrices d'une théologie de la libération dans le christianisme, le respect des sources de la vie dans le concept de la terre-mère des peuples autochtones de l'Amérique latine,

le sens de la solidarité exprimé dans les religions de l'Afrique, sont des apports potentiels importants, dans le cadre évidemment d'une tolérance mutuelle garantie par l'impartialité de la société politique.

Applications concrètes

Utopies que tout cela ! Mais le monde a besoin d'utopies, à condition qu'elles se traduisent dans la pratique. Chacun des principes évoqués est susceptible d'applications concrètes, qui ont déjà fait l'objet de propositions de la part de nombreux mouvements sociaux et d'organisations politiques. L'adoption de ces principes permettrait *d'engager un processus alternatif réel face aux règles qui président actuellement au déroulement de l'économie capitaliste, à l'organisation politique mondiale et à l'hégémonie culturelle occidentale* et qui entraînent les conséquences sociales et naturelles que nous connaissons aujourd'hui. Les principes exprimés débouchent sur de grandes orientations qu'il est possible d'esquisser.

En effet, il est clair que le respect de la nature exige le contrôle collectif des ressources. Il demande aussi de constituer en patrimoine de l'humanité, les plus essentielles à la vie humaine (l'eau, les semences...), avec toutes les conséquences juridiques que cela entraîne. Il signifierait également la prise en compte des « externalités » écologiques dans le calcul économique.

Privilégier la valeur d'usage exige une transformation du système de production, aujourd'hui centré prioritairement sur la valeur d'échange, afin de contribuer à l'accumulation du capital considéré comme le moteur de l'économie. Cela amène à *la remise en place des services publics, y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation, c'est-à-dire leur non-marchandisation.*

Généraliser la démocratie, notamment dans l'organisation de l'économie, *suppose la fin d'un monopole des décisions lié à la propriété du capital*, mais aussi la mise en route de nouvelles formes de participations constituant les citoyens en sujets.

Accepter la multiculturalité dans la construction des principes exprimés signifie ne pas réduire la culture à une seule de ses composantes et permettre à la richesse du patrimoine culturel humain de s'exprimer, de mettre fin aux brevets monopolisant les savoirs et d'exprimer une éthique sociale dans les divers langages.

Utopie ! Oui, car cela n'existe pas aujourd'hui, mais pourrait exister demain. Utopie nécessaire, car synonyme d'inspiration et créatrice de cohérence dans les efforts collectifs et personnels. Mais aussi applications très concrètes, sachant que changer un modèle de développement ne se réalise pas en un jour et se construit par un ensemble d'actions, avec un déroulement dans le temps divers. Alors comment proposer des mesures s'inscrivant dans cette logique et qui pourraient faire l'objet de mobilisations populaires et de décisions politiques ? Bien des propositions ont déjà été faites, mais on pourrait en ajouter d'autres.

Valoriser le bien public

Sur le plan des ressources naturelles, un pacte international sur l'eau, prévoyant une gestion collective (pas exclusivement étatique) correspondrait à une conscience existante de l'importance du problème. Quelques autres orientations pourraient être proposées : la souveraineté des nations sur leurs ressources énergétiques ; l'interdiction de la spéculation sur les produits alimentaires ; la

régulation de la production des agrocarburants en fonction du respect de la biodiversité, de la conservation de la qualité des sols et de l'eau et du principe de l'agriculture paysanne ; l'adoption des mesures nécessaires pour limiter à un degré centigrade l'augmentation de la température de la terre au cours du XXI^e siècle ; le contrôle public des activités pétrolières et minières, au moyen d'un code d'exploitation international vérifié et sanctionné, concernant les effets écologiques et sociaux (entre autres les droits des peuples indigènes).

À propos de la valeur d'usage, des exemples concrets peuvent également être donnés. Il s'agirait de rétablir le statut de bien public, de l'eau, de l'électricité, de la poste, des téléphones, d'internet, des transports collectifs, de la santé, de l'éducation, en fonction des spécificités de chaque secteur.

Exiger une garantie de cinq ans sur tous les biens manufacturés, ce qui permettrait d'allonger la vie des produits et de diminuer l'utilisation de matières premières et de l'énergie.

Lever une taxe sur les produits manufacturés voyageant sur plus de 1 000 km entre leur lieu de production et le consommateur (à adapter selon les produits) et qui serait attribuée au développement local des pays les plus fragiles ; renforcer les normes du travail établies par l'Organisation internationale du travail, sur la base d'une diminution du temps de travail et de la qualité de ce dernier ; changer les paramètres du PIB, en y introduisant des éléments qualitatifs traduisant l'idée du « bien vivre ».

Les applications de la démocratie généralisées sont innombrables et pourraient concerner toutes les institutions qui demandent un statut reconnu publiquement, tant pour leur fonctionnement interne que pour l'égalité dans les rapports de genre : entreprises, syndicats, organisations religieuses, culturelles, sportives. Sur le plan de l'Organisation des Nations unies, on pourrait proposer la règle des deux tiers pour les décisions de principe et de la majorité absolue pour les mesures d'application. Quant à la multiculturalité, elle comprendrait, entre autres, *l'interdiction de breveter les savoirs traditionnels* ; *la mise à disposition publique des découvertes liées à la vie humaine (médicales et pharmaceutiques)* ; l'établissement des bases matérielles nécessaires à la survie des cultures particulières (territorialité).

Nouvelle Déclaration universelle

Un appel est lancé pour que les propositions concrètes soient rassemblées en un ensemble cohérent d'alternatives, qui constitueront l'objectif collectif de l'humanité et les applications d'une *Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité* par l'Assemblée générale des Nations unies. En effet, au même titre que la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme proclamée par les Nations unies*, une *Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité* pourrait jouer ce rôle. Certes les Droits de l'Homme ont connu un long parcours entre les révolutions française et américaine et leur adoption par la communauté internationale. Le processus fut aussi progressif avant de proclamer la troisième génération des droits, incluant une dimension sociale. Très occidental dans ses perspectives, le document fut complété par une déclaration africaine et par une initiative similaire du monde arabe. Sans aucun doute, la Déclaration est souvent manipulée en fonction d'intérêts politiques, notamment par les puissances occidentales. Mais elle reste une référence de base, indispensable à toute légitimité politique et une protection pour les personnes. Aujourd'hui elle doit être complétée, car c'est la survie de l'humanité et de la planète qui est en jeu.

Une chose est certaine : la sortie de crise ne pourra se faire sans abandonner les paramètres de l'économie capitaliste et redéfinir les concepts de croissance, de développement et de prospérité. La

traduction de ceux-ci dans les pratiques collectives et individuelles sera le résultat de nombreuses luttes sociales, du travail des intellectuels et des valeurs morales injectées dans la vie sociale. C'est aussi un impératif pour tous ceux qui se réfèrent au christianisme.

François Houtart

François Houtart

Avenue Sainte Gertrude 5,

1348 Louvain-la-Neuve

Tél : 32.476 31 50 53

Fax : 010/48.95.68

email : francoishoutart@yahoo.fr and Houtart@hotmail.com

web : www.cetri.be

François Houtart est un prêtre catholique, docteur en Sciences socio-politiques, professeur émérite de sociologie à l'Université Catholique de Louvain. Facilitateur au Concile Vatican II, il a participé à la rédaction de Gaudium et Spes. Il est le fondateur et président du CETRI Centre Tricontinental à Louvain-la-Neuve. Il a animé des nombreuses conférences internationales. En 1996, lors du vingtième anniversaire de CETRI, Houtart a proposé une rencontre qui est devenu en 1999 "l'Autre Davos", en vue de créer un mouvement qui irait à l'encontre du Forum économique mondial de Davos. De là a émergé en 2002 le Forum social mondial (FSM) à Port Alegre. Houtart a été l'un des co-fondateurs du FSM. Il est actuellement le Représentant spécial du Président de l'Assemblée générale des Nations unies.